

4 milliards pour sauver la French Tech

● Cédric O annonce un plan d'aide destiné aux entreprises technologiques françaises.

● Prêts spécifiques, financement de transition, versement anticipé du crédit d'impôt recherche...

Le gouvernement sort la boîte à outils pour sauver les start-up.

ÉCOSYSTÈME

Guillaume Bregeras
@gbregeras

Il faut sauver le soldat French Tech ! Depuis le début du confinement en France, le gouvernement multiplie les initiatives, en s'assurant de les décliner pour les start-up, dont le modèle économique basé sur l'hypercroissance et un horizon de rentabilité lointain créé des besoins spécifiques. Cédric O, secrétaire d'Etat en charge du numérique, a donc annoncé mercredi un nouveau train de mesures financières pour tenter de rassurer un écosystème en état de choc, et dont le montant total atteint 4 milliards d'euros.

Pour les jeunes pousses tech qui étaient en phase de refinancement et qui se trouvent face à des investisseurs qui ne veulent plus les soutenir, le gouvernement met en place avec bpifrance un prêt spécifique pour leur apporter de la trésorerie.

160 millions d'euros d'argent frais vont pouvoir être injectés très rapidement.

Cette poche d'oxygène représente une enveloppe totale de 80 millions d'euros et ne sera actionnée qu'en complément d'un ticket également mis sur la table (du même montant) par leurs investisseurs historiques. Au total, ce sont donc 160 millions d'euros d'argent frais qui vont pouvoir être injectés dans les prochains jours et les prochaines semaines. Cette perfusion de liquidités se fera en échange d'obligations convertibles, mais leur opérateur assure ne pas vouloir les transformer systématiquement en montée au capital des pépites : « Notre philosophie est de ne pas convertir massivement, mais plutôt de nous faire rembourser lors du tour de financement suivant », précise Paul-François Fournier, directeur exécutif de bpifrance. Cela pourra créer une opportunité d'entrer au capital, mais ce ne sera que très rarement le cas. »

Avec bpifrance

Autre mesure, l'avance de paiement du crédit d'impôt recherche pour ces entreprises tech et en phase de

croissance. Cet outil va créer une poche de trésorerie anticipée dont le volume atteint le milliard et demi d'euros. D'autre part, les 250 millions d'aides dédiées au secteur et prévues dans le cadre du Plan d'investissement avenir (PIA) vont également être totalement débloquées ces jours-ci. Opéré par bpifrance, ce plan vient compléter le financement de prêts à taux zéro dont l'enveloppe globale est portée à 1,3 milliard d'euros.

« L'ensemble de ces mesures sont budgétées et représentent un effort considérable, précise Cédric O. Mais elles sont nécessaires pour ne pas détruire ce que nous avons mis près de dix ans à construire. Sinon, nous risquons de mettre des années à tout reconstruire et nous ne pouvons pas nous le permettre. » Pour rappel, la French Tech devait créer 25.000 emplois en 2020, soit « un cinquième des créations nettes », selon le secrétaire d'Etat.

La French Tech, satisfaite, en demande plus

Du côté des entrepreneurs et des investisseurs, la réaction est évidemment très positive. Pour Nicolas Brien, directeur général de France Digitale, la principale association du secteur, « le gouvernement réagit vite et bien ». En revanche, selon lui et d'autres acteurs qui maintiennent un lien direct avec le gouvernement, ces mesures ont été pensées à partir des crises de 2008 et 2011. « Nous ne sommes pas dans une crise du crédit, mais face à un choc de demande et il faudra les compléter par d'autres dispositifs », réclame le représentant de France Digitale. Selon lui, « si le secteur n'est pas le plus à plaindre, il est nécessaire d'attirer l'attention également sur d'autres sujets comme l'extension du chômage partiel ou le financement des start-up en pré-amorçage ».

Effectivement, dans la chaîne de financement des start-up, celles qui démarrent leur activité pourraient être les plus touchées, les portes d'accès aux capitaux étant en train de se fermer. Pour les aider, France Digitale propose une mesure de hausse des plafonds de revenus des particuliers ouvrant droit à une réduction d'impôt en cas d'investissement dans une start-up ou une PME. Des revendications qui devront en revanche attendre que le gouvernement sorte de l'urgence et puisse les évaluer. ■



Cédric O, secrétaire d'Etat chargé du numérique, a annoncé mercredi de nouvelles mesures financières en faveur des start-up.

« Nous devons impérativement soutenir nos start-up »

Les 4 milliards dédiés aux start-up sont un soutien inédit dans le monde, pourquoi avoir choisi de frapper aussi fort ?

Cela peut paraître ésotérique de parler start-up lorsque l'attention se concentre sur le système de santé, mais c'est indispensable. Si nous voulons continuer à créer des emplois, à assurer notre souveraineté technologique, nous devons impérativement soutenir nos start-up. Une partie d'entre elles apportent, du reste, une réponse concrète aux différents aspects de la crise, que ce soient les biotechs sur le plan de la médecine ou les outils de télé-médecine pour décharger le système de santé, par exemple.

J'ajoute enfin que les fonds mobilisés ne le sont évidemment pas au détriment d'autres sujets. C'est l'ensemble de l'économie qui fait l'objet d'un soutien massif du gouvernement.

Combien de temps vont pouvoir tenir les entreprises bénéficiaires de ces mesures ?

Mon sentiment est que l'écosystème devrait globalement résister à une crise sanitaire et économique qui dure moins de six mois. Dans ce scénario, il y aura des conséquences bien entendu, mais cela aura surtout pour effet de décaler la croissance de l'écosystème en limitant ses pertes. Si la

CÉDRIC O Secrétaire d'Etat en charge du Numérique

situation devait évoluer, nous adapterions notre réponse mais, à ce stade, la priorité est de faire que la mise en œuvre soit à la hauteur des annonces. Le secteur privé du financement a aussi son rôle à jouer en recapitalisant les start-up qui en ont besoin.

Envisagez-vous un scénario moins optimiste qui pourrait modifier le modèle de croissance des start-up ?

L'incertitude sur la profondeur et la durée de la crise est trop forte pour se projeter pour le moment au-delà de la période actuelle. Il est donc trop tôt pour évaluer la manière dont cela va changer les comportements des investisseurs dans la durée.

Faut-il aussi s'attendre à une coordination européenne ?

L'Union européenne a été à la hauteur de la situation en soutenant massivement l'économie et en permettant aux Etats membres de sortir des règles budgétaires pour amortir la crise. A long terme, je m'inquiète d'un éventuel enfoncement dans une crise sanitaire lon-

gue de l'Europe et des Etats-Unis. Si la Chine repart rapidement en parallèle, cela pourrait affecter notre compétitivité relative.

Quels sont les secteurs où les jeunes pousses pourraient tirer leur épingle du jeu ?

Il y a évidemment le domaine de la santé, mais aussi celui qui produit des solutions liées au télétravail, ou celles qui apportent un soutien technique aux entreprises, par exemple. Mais il ne faut pas sous-estimer l'impact du confinement actuel sur les secteurs qui pourraient tirer un avantage de cette période. Prenez l'exemple de l'e-commerce, ses acteurs enregistrent des hausses de commandes, mais ils se retrouvent confrontés à des difficultés opérationnelles et de livraison qui les empêchent d'en tirer parti.

« L'incertitude sur la profondeur et la durée de la crise est trop forte pour se projeter pour le moment au-delà de la période actuelle. »

La French Tech devait créer 25.000 emplois en 2020, quel sera l'impact sur ces prévisions ? Il est impossible à évaluer aujourd'hui. Nous ne connaissons pas l'ampleur de la récession qui va toucher la France, ni de celle qui vient aux Etats-Unis, qui impactera également de nombreuses start-up françaises déjà présentes sur le marché américain ou qui avaient pour projet de s'y attaquer.

Vous appuyez-vous sur des experts pour ces mesures ? Il n'y a pas de conseil formalisé, mais les équipes du secrétariat d'Etat ou de la mission French Tech sont extrêmement connectées à l'écosystème, que ce soit directement avec les entrepreneurs – j'ai échangé avec plusieurs dizaines d'entre eux ces derniers jours – ou via les communautés French Tech de France et de l'étranger. Nous avons également beaucoup travaillé avec bpifrance et le SGPI. L'ampleur inédite des mesures annoncées aujourd'hui montre que le sujet est soutenu au plus haut niveau de l'Etat, et nous coordonnons ces réponses avec les équipes de Bruno Le Maire, de Gérard Darmanin et Muriel Pénicaud.

Propos recueillis par G. B.

Retrouvez l'intégralité de l'interview sur lesechos.fr